



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

# L'agriculture soviétique d'aujourd'hui : une analyse des problèmes actuels et des priorités retenues, plus particulièrement en ce qui concerne l'élevage

John A. Slater

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Slater John A. L'agriculture soviétique d'aujourd'hui : une analyse des problèmes actuels et des priorités retenues, plus particulièrement en ce qui concerne l'élevage. In: Économie rurale. N°112, 1976. Agriculture et développement socialiste. pp. 7-11;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2405>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1976\\_num\\_112\\_1\\_2405](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_112_1_2405)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

Le présent document a été rédigé avant que soit connu le résultat désastreux de la récolte de 1975. Le document tend à démontrer que les priorités actuelles en faveur de l'agriculture et l'accent mis sur le développement accéléré des productions animales pour améliorer radicalement le sort des consommateurs, s'avèrent excessivement coûteuses, ceci à la fois en termes d'allocation des ressources internes et en termes de prélèvement des devises nécessaires au financement des importations de produits pour l'alimentation animale. En dépit d'une mise en œuvre croissante de nouvelles formes d'organisation, la croissance agricole - déjà affectée par de sérieuses contraintes climatiques - se voit entravée par le maintien de nombreuses pratiques qui augmentent les coûts et restreignent la productivité. Une nouvelle orientation politique axée vers les biens de consommation non agricoles pourrait, à meilleur compte, constituer une solution de rechange à l'amélioration poussée du régime alimentaire. Si cette hypothèse se réalisait, il pourrait en résulter un retour à la position d'exportatrice nette de céréales occupée par l'URSS durant la décennie 1960-70.

Les résultats de la récolte en 1975 ne peuvent que renforcer les arguments avancés dans le présent document. Les Directives pour le 10<sup>me</sup> Plan quinquennal 1976-1980, publiées récemment, font ressortir des objectifs de croissance des productions animales, plus modestes que ceux retenus pour la période 1971-75. Cependant, ceci représente selon l'hypothèse la plus probable, plutôt qu'une modification des politiques actuelles, une simple adaptation temporaire imposée par les abattages forcés faisant suite à la récolte de 1975. Toutefois, cette évaluât' on préliminaire reste à vérifier, en particulier au vu des décisions prises lors du 25<sup>eme</sup> congrès du Parti communiste en février 1976.

## Abstract

Summary and note on latest developments - The following paper was written before the news of the disastrous 1975 harvest became known. The paper argues that present priorities towards agriculture, with their emphasis on accelerated development of livestock products as a major element in improving the lot of consumers, are excessively costly in terms of both domestic resource allocation and foreign exchange pre-empted for feed imports. Desp'te the increasingly widespread introduction of new organisational reforms, many cost enhancing and productivity restricting practices remain to hinder agricultural growth - which is already subject to severe climatic constraints. A policy switch in favour of non-agricultural consumption goods could provide a cheaper alternative to further dietary improvements. If this comes about, a possible outcome could be a reversion to the net grain exporting position held by the Soviet Union in the 1960s.

The 1975 harvest result can only reinforce the arguments presented in the paper. The recently published Directives for the 10th five-year plan to 1980 indeed show more modest livestock output growth targets than those retained for 1971-75. Most probably, however, this represents a temporary adjustment to circumstances in face of heavy emergency slaughter of animals in the aftermath of the 1975 harvest, rather than a change in present policies - but this initial assessment remains to be tested in the light of the decisions made at the 25th Congress of the CPSU in February this year.

# L'AGRICULTURE SOVIÉTIQUE D'AUJOURD'HUI

## Une analyse des problèmes posés et des priorités retenues plus particulièrement en ce qui concerne l'élevage

John A. SLATER,

The Queen's College, Oxford

Le présent document a été rédigé avant que soit connu le résultat désastreux de la récolte de 1975. Le document tend à démontrer que les priorités actuelles en faveur de l'agriculture et l'accent mis sur le développement accéléré des productions animales pour améliorer radicalement le sort des consommateurs, s'avèrent excessivement coûteuses, ceci à la fois en termes d'allocation des ressources internes et en termes de prélèvement des devises nécessaires au financement des importations de produits pour l'alimentation animale. En dépit d'une mise en œuvre croissante de nouvelles formes d'organisation, la croissance agricole - déjà affectée par de sérieuses contraintes climatiques - se voit entravée par le maintien de nombreuses pratiques qui augmentent les coûts et restreignent la productivité. Une nouvelle orientation politique axée vers les biens de consommation non agricoles pourrait, à meilleur compte, constituer une solution de rechange à l'amélioration poussée du régime alimentaire. Si cette hypothèse se réalisait, il pourrait en résulter un retour à la position d'exportatrice nette de céréales occupée par l'URSS durant la décennie 1960-70.

Les résultats de la récolte en 1975 ne peuvent que renforcer les arguments avancés dans le présent document. Les Directives pour le 10<sup>ème</sup> Plan quinquennal 1976-1980, publiées récemment, font ressortir des objectifs de croissance des productions animales, plus modestes que ceux retenus pour la période 1971-75. Cependant, ceci représente selon l'hypothèse la plus probable, plutôt qu'une modification des politiques actuelles, une simple adaptation temporaire imposée par les abattages forcés faisant suite à la récolte de 1975. Toutefois, cette évaluation préliminaire reste à vérifier, en particulier au vu des décisions prises lors du 25<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste en février 1976.

### Summary and note on latest developments

*The following paper was written before the news of the disastrous 1975 harvest became known. The paper argues that present priorities towards agriculture, with their emphasis on accelerated development of livestock products as a major element in improving the lot of consumers, are excessively costly in terms of both domestic resource allocation and foreign exchange pre-empted for feed imports. Despite the increasingly widespread introduction of new organisational reforms, many cost enhancing and productivity restricting practices remain to hinder agricultural growth - which is already subject to severe climatic constraints. A policy switch in favour of non-agricultural consumption goods could provide a cheaper alternative to further dietary improvements. If this comes about, a possible outcome could be a reversion to the net grain exporting position held by the Soviet Union in the 1960s.*

*The 1975 harvest result can only reinforce the arguments presented in the paper. The recently published Directives for the 10th five-year plan to 1980 indeed show more modest livestock output growth targets than those retained for 1971-75. Most probably, however, this represents a temporary adjustment to circumstances in face of heavy emergency slaughter of animals in the aftermath of the 1975 harvest, rather than a change in present policies - but this initial assessment remains to be tested in the light of the decisions made at the 25th Congress of the CPSU in February this year.*

1 — Les récents contrats d'importation de céréales, portant sur un montant de 14 millions de tonnes, signés par l'Union Soviétique pour la campagne 1975-1976, mettent de nouveau en question la productivité de l'agriculture soviétique. Une récolte de céréales déficitaire a conduit à des importations analogues en 1963-1964 ; celles-ci se sont élevées à 40 millions de tonnes en 1972 et 1973. On pourrait penser évidemment que rien n'a beaucoup changé et qu'une fois de plus, des plans de production ambitieux n'ont été suivis d'aucun changement réel dans l'ordre des priorités et des moyens accordés au secteur agricole. En fait, des progrès considérables ont été enregistrés, tant en matière d'affectation des ressources que de niveaux de production. Actuellement, la décision prise d'importer des céréales montre en réalité la volonté de ne pas mettre en péril les plans de développement à long terme de l'élevage et l'amélioration du régime alimentaire de la population, à cause de difficultés momentanées. Ainsi que les événements de 1972-1973 l'ont montré, les autorités soviétiques n'admettent plus que des abattages en masse les années de pénurie viennent ruiner les efforts laborieux d'accroissement du cheptel qui conditionnent l'avenir. Ces abattages ne doivent être envisagés qu'à la dernière extrémité.

2 — Cette optique s'inscrit en droite ligne dans le changement d'attitude des autorités envers l'agriculture qui a marqué ces dix dernières années. A la suite de la session plénière du Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique de mars 1965, qui a révélé les pratiques les plus arbitraires de la planification agricole, l'agriculture a bénéficié d'un financement accru grâce à l'augmentation des prix d'achat des produits agricoles et à l'augmentation des ressources budgétaires attribuées. La production agricole a très nettement augmenté. Entre 1961-1965 et 1971-1975, les rendements céréaliers ont augmenté de 50 % et la production de viande a été multipliée par 1,5 ; celle de lait a augmenté d'un tiers et celle d'œufs des trois-quarts. Il s'agit là d'un résultat honorable à pas mal d'égards.

3 — Côté négatif de l'opération, son coût excessif. Le secteur agricole représente maintenant 20 % des investissements bruts, il représente aussi 20 % des consommations globales, contre 15 % en 1961-1965. La plupart de ces transferts ont été opérés au détriment d'autres secteurs de la consommation. L'augmentation massive des prix agricoles à la production, alors que les prix de détail alimentaires demeuraient inchangés, a nécessité l'attribution de subventions qui atteignent actuellement 4 % du revenu national (définition soviétique).

4 — Les priorités attribuées à l'agriculture et à l'élevage en particulier, n'ont pas été apparemment remises en question. Depuis la diminution du taux de croissance global au début des années soixante, les autorités ont reconnu la nécessité d'incitation financière à produire afin d'obtenir un accroissement direct des biens de consommation en général, et en particulier des produits alimentaires. Les troubles sociaux provoqués par la pénurie alimentaire en Europe de l'Est ont rappelé aux autorités combien était importante l'augmentation régulière du niveau de vie et en particulier de la qualité de l'alimentation. Le recours pour la deuxième fois en trois ans à des importations massives qui viennent empiéter sur les priorités normalement accordées aux secteurs industriels, en ce qui concerne l'utilisation des rares devises disponibles, témoigne du sérieux des intentions des autorités en ce domaine.

5 — Les commentaires précédents indiquent que les motivations qui sous-tendent les priorités économiques accordées à l'agriculture sont profondes et vraisemblablement durables. Dans la politique générale de la consommation, l'élevage revêt une importance fondamentale. Cependant, la fixation d'objectifs très ambitieux a encore accru les charges déjà fort élevées de cette sous-branche. Pour les responsables de la politique économique, les coûts constituent le souci principal. Plus la solution, même partielle, de ce problème paraît éloignée, plus grande est la probabilité de voir les autorités s'efforcer de satisfaire les aspirations du consommateur à moindre coût, grâce à une amélioration des conditions de logement ou à une augmentation de la consommation d'articles industriels.

6 — Une comparaison avec d'autres pays, permettra un meilleur éclairage de cette question des coûts. Cette démarche est difficile dans le cas de l'Union Soviétique. Les coûts de production sont fournis par les statistiques soviétiques pour différents produits. Cependant, ces données ne tiennent pas compte de facteurs aussi importants que l'intérêt du capital et sa rémunération, et les prix des facteurs de production qui demeurent fixés arbitrairement sont inconnus. On peut dire cependant que les coûts de production sont très peu en rapport avec les prix de vente au détail. Le prix du bœuf et du porc au détail était en 1970 de 2-3 roubles le kg alors que les coûts de production des carcasses s'élevaient à 2,5 roubles le kg. De fait, marge bénéficiaire des producteurs, coût de transformation, transport, coût de commercialisation étaient et sont encore subventionnés par l'Etat.

7 — On peut trouver des causes de ces coûts élevés de production par l'examen de certains facteurs pris isolément. Une des plus importantes est la qualité de l'alimentation. 70 % environ de la production soviétique de céréales est située dans des zones de pluviométrie marginale sujettes à des périodes de sécheresse une année sur trois. Il en résulte des rendements moyens faibles en dépit d'améliorations substantielles ces dernières années. Les rendements obtenus pour les blés d'hiver ont certes dépassé, au cours de certaines années récentes ceux enregistrés aux Etats-Unis et les écarts enregistrés pour des rendements de régions climatiques analogues d'Amérique du Nord et d'Union Soviétique se sont considérablement atténués en raison des quantités croissantes d'engrais et autres facteurs de production dont on pu disposer les agriculteurs soviétiques. Mais le fait que les zones permettant la culture des plantes à haut rendement comme le maïs soient limitées en surface et que les zones à faible rendement prédominent, font que la production globale du pays semble limitée au mieux aux deux tiers de la production nord-américaine.

8 — Autre désavantage climatique déterminant : l'impossibilité de produire des aliments concentrés à base de soja. De ce fait, l'élevage soviétique doit consommer des rations à base de céréales qui dépassent les contraintes énergétiques à cause de la carence en autres sources de protéines. Cette surconsommation peut être estimée à 20 millions de tonnes par an, c'est-à-dire l'étendue du déficit enregistré en moyenne à l'exception des plus mauvaises années.

9 — Il est difficile de trouver une solution simple au problème de la qualité et du coût des aliments du bétail. Les contraintes climatiques font qu'il est impossible pour les producteurs soviétiques d'avoir recours aux produits de substitution bon marché des céréales. De même, l'importa-

tion de concentré ne peut constituer une solution satisfaisante. Il faudrait jusqu'à 10 millions de tonnes de soja par an pour remplacer ces 20 millions de tonnes de céréales. Un calcul approximatif montre qu'une telle opération se traduirait, en tenant compte des cours mondiaux du soja et des céréales, par une économie de 5 % environ du coût total de l'alimentation en tenant compte de la valeur des exportations soviétiques, de 20 millions de tonnes de céréales en année normale. Ce calcul ne tient pas compte du fait qu'une démarche d'une telle ampleur sur les marchés mondiaux de la part de l'Union Soviétique aurait pour effet de faire monter le prix du soja et de faire baisser le cours des céréales. Dans un pays aussi vaste que l'Union Soviétique et au réseau de transport inadéquat, il faudrait aussi tenir compte d'une contrainte supplémentaire : le coût du transport du concentré à base de soja et le coût du transport en direction opposée des céréales. Car bien que l'Union Soviétique soit deux fois plus étendue que les Etats-Unis, le réseau routier soviétique — dont 40 % seulement est goudronné — représente le quart du réseau routier américain.

10 — On peut affirmer qu'il est économiquement rationnel pour l'Union Soviétique de dépendre, du moins pour les années où la récolte satisfait aux besoins, de la production céréalière pour l'alimentation du bétail. Ceci n'est pas obligatoirement évident pour les années où la production est insuffisante ; il serait alors plus rationnel dans ce cas d'importer les quantités nécessaires d'aliments concentrés à base de soja plutôt que des céréales. Cette dernière solution pourrait se révéler inacceptable politiquement à l'avenir. Actuellement le manque de capacité de stockage et d'expérience en ce qui concerne l'utilisation du soja à grande échelle apparaissent comme des facteurs limitants. La seule alternative possible à cette dépendance permanente envers des sources de protéines importées serait le développement beaucoup plus rapide que prévu d'une industrie d'aliments du bétail de synthèse. La réalisation des programmes de développement de cette industrie est en retard sur les prévisions et de toutes façons, il ne s'agit pas là d'une solution de rechange bon marché.

11 — Le coût de l'alimentation représente la plus grande part des coûts de production de l'élevage et cette proportion a tendance à croître avec l'introduction de systèmes de production intensifs moins exigeants en terre et en main-d'œuvre. Etant donné le fait qu'il est difficile de parvenir à une diminution significative des coûts de l'alimentation, une meilleure organisation du travail et du processus de production restent le meilleur moyen de réduire les coûts de production de l'élevage. Ceci suppose que l'on puisse faire disparaître certaines contraintes difficilement quantifiables qui réduisent actuellement la productivité de l'agriculture soviétique. Certains de ces problèmes sont connus, d'autres le sont moins ou ne sont pas encore résolus. Ces dernières années, l'élevage a fait l'objet de sérieuses discussions et de nombreuses expériences, qui ont conduit à des améliorations certaines. Elles illustrent fort bien des tendances plus générales.

12 — Traditionnellement, à quelques exceptions près, l'agriculture a été organisée sur la base de très grandes unités de production de polyculture-élevage. La tendance nouvelle est à la spécialisation. Actuellement on crée par le groupement d'une douzaine d'exploitations agricoles, des fermes d'état ou coopératives de production, des unités de production qui doivent se spécialiser dans une production zootechnique particulière : production de poulet, de veaux sevrés,

de porcs, ou engraissement d'animaux de boucherie. L'exploitation agricole de base peut se trouver intégrée à plusieurs groupements différents ; elle bénéficie alors d'investissements qui auraient été trop lourds pour elles. On espère ainsi améliorer la production de facteurs de production, en particulier les aliments du bétail ou la production des jeunes, à partir d'unités de production opérant à des niveaux minimisant des coûts.

13 — Autre forme de spécialisation, la ferme d'état spécialisée dans la production intensive en vue de l'approvisionnement urbain : production d'œufs, de poulets de chair, mais aussi de bœufs et de veaux de batterie ou de porcs. Ces entreprises sont en général situées au voisinage des principales zones urbaines. D'autres entreprises s'efforcent d'associer production animale et sous-produits industriels, c'est le cas notamment des élevages utilisant les sous-produits des sucreries : pulpe de betterave et mélasse.

14 — Il ne fait aucun doute que ces différentes initiatives correspondent aux préoccupations de l'heure. La presse soviétique a donné une large publicité aux résultats obtenus, mettant en évidence des diminutions importantes du coût de la main-d'œuvre par unité produite. Il est aussi évident que l'on s'efforce de réduire les autres composantes du coût de production : en théorie ces groupements doivent permettre des économies de transport, d'énergie, de dépenses vétérinaires, etc. Lorsque la spécialisation de la production est intégrée aux entreprises de l'industrie alimentaire, cela devrait permettre de garantir un approvisionnement continu de ces dernières et donc d'assurer, dans des conditions normales, une utilisation optimale des investissements. Ces opérations sont généralement appelées opérations d'intégration.

15 — Il n'existe pas de définition concise du phénomène de l'intégration verticale en agriculture ; dans les économies occidentales l'intégration est une forme d'organisation qui permet : d'étaler les risques de la production grâce à la mise en œuvre de relations contractuelles, d'assurer le plein emploi des capacités de production en échappant aux fluctuations saisonnières, de réaliser la mise en œuvre d'une politique rationnelle d'investissement grâce à l'ajustement ex-ante des objectifs de la production aux besoins, qui se traduit par une réduction des coûts de la production, de la transformation et de la commercialisation. Telle est la théorie. Il est cependant beaucoup plus difficile de définir « l'intégration » dans l'univers soviétique. Théoriquement, étant donné l'importance des livraisons planifiées de l'Etat et de la programmation des investissements, l'économie est déjà totalement intégrée. Ce que les théoriciens soviétiques admettent, c'est l'absence de liaison contractuelle au niveau de l'entreprise et de ses approvisionnements. C'est ce type de liaison qu'ils s'efforcent de promouvoir avec la nouvelle politique industrielle. Cependant, il reste encore de nombreuses lacunes à combler. Le groupement des unités de production est organisé sur une base territoriale, les unités « groupées » étant contiguës. Le concept d'échange entre exploitations agricoles demeure encore très éloigné de la mentalité soviétique. Il n'est pas possible par exemple d'acheter des aliments du bétail dans des régions excédentaires, ou d'acquérir des jeunes animaux afin de les engraisser dans des exploitations mieux approvisionnées, plutôt que de les abattre. Cette rigidité contraste avec la flexibilité de l'agriculture moderne d'autres pays, où, en période de pénurie, on peut se procurer fort bien des aliments du bétail ou vendre le cheptel qui sera alors engraisé ailleurs. Etant donné la fixation des prix par zone en Union Soviétique, chaque exploitation

située dans des zones à prix élevé pourrait, si cette possibilité leur était offerte, réaliser des profits injustifiés et providentiels. L'exploitation agricole traditionnelle et le nouveau groupement d'entreprises, sont obligées de vivre en autarcie pour leur approvisionnement en aliments et autres facteurs de production. Ceci peut créer des conflits d'intérêt entre les obligations de livraison à l'Etat, ou les contraintes individuelles des entreprises agricoles et leurs obligations vis-à-vis de l'organisation résultant des fusions réalisées. Ces problèmes pourraient être partiellement résolus à l'avenir lorsque sera adopté le concept de planification complexe, où l'unité de planification n'est plus l'exploitation agricole de base, mais la séquence élémentaire des opérations de production concertées. Rien n'a encore été décidé à ce sujet.

16 — Les exploitations spécialisées d'Etat n'effectuent qu'une ou deux étapes de la production, généralement l'engraissement et quelquefois l'abattage ; leur approvisionnement est assuré par d'autres organismes étatiques. De telles exploitations bénéficient de livraisons prioritaires qui sont effectuées grâce aux achats habituels de l'Etat auprès d'autres exploitations agricoles. L'existence d'un conflit d'intérêt possible entre le secteur moderne et ses besoins prioritaires, et le reste de l'agriculture soviétique, paraît tout à fait possible. La croissance du secteur intégré tendra à accroître le volume des livraisons à l'Etat des exploitations dites traditionnelles, afin de ne pas faire appel aux importations. Il est donc logique de penser que si la production animale continue à être poussée au maximum, la demande du « secteur moderne » réduira les ressources en aliments du bétail du « secteur traditionnel », ce qui limitera le progrès global de l'efficacité de l'alimentation animale.

17 — D'importants problèmes d'organisation restent à résoudre. L'élevage est encore organisé actuellement à partir des unités de production, avec un nombre insignifiant d'industries de transformation associées ou intégrées. Il n'a pas encore été décidé dans quelles mesures les opérations du commerce de détail — qui constituent un élément important des chaînes intégrées dans d'autres pays — devraient être liées à celles des complexes agro-industriels. De toute façon un complexe agro-industriel qui couvrirait tous les stades de la production et de la transformation se heurterait aux attributions de plusieurs ministères et de nombreux offices d'approvisionnement. C'est là l'obstacle majeur au développement de ce projet.

18 — Les entreprises décrites précédemment et souvent désignées sous le nom de complexe agro-industriel interviennent pour une très faible proportion de la production totale, bien que la production de ces entreprises en œufs et en poulets de chair doive atteindre le tiers de la production totale, 2 % de la production laitière et 5 % de la production de viande non avicole en 1975. L'entreprise agro-industrielle soviétique joue un rôle différent de son homologue occidental. Elle ne peut guère étaler ses risques ; mais ceci est peut-être moins nécessaire dans un pays qui ne reconnaît pas le caractère risqué de la production agricole, mais où les entreprises ne font jamais faillite. Ce qui pourrait être fait en plus de l'amélioration des économies d'échelle déjà mentionnées, concerne le raffinement du système de planification grâce à l'élimination des doubles-emplois, en supprimant la programmation détaillée des liaisons inter-entreprises. Cependant cette démarche a peu d'effets sur la pénurie des aliments du bétail, pénurie qui continuera à l'avenir, à moins que le rythme d'accroisse-

ment de la production animale soit ramené à des objectifs moins élevés et plus en rapport avec les ressources fourragères.

19 — A un niveau plus élevé, l'administration soviétique va quelquefois à l'encontre des déclarations d'intention officielles. Alors qu'il est particulièrement important d'arriver à diminuer les coûts, le maintien du système de prix par zone dénote l'absence de tentative sérieuse d'y parvenir, grâce à une localisation de la production dans les zones bénéficiant des conditions les plus favorables. Ceci est peut-être un truisme élémentaire. Le professeur Wäderkin a mis en évidence une politique agricole apparemment anti-économique en ce qui concerne les investissements comme l'irrigation, mais nécessaire pour maintenir l'emploi particulièrement en Asie Centrale où la population agricole doit continuer à croître et où il n'existe aucune autre alternative d'emploi.

Le même raisonnement s'applique à l'agriculture dans son ensemble, du moins pour certaines régions. Etant donné la décision politique de pousser les niveaux de production au maximum, il est normal que les coûts ne revêtent dans bien des cas qu'une importance secondaire. Il existe beaucoup moins de justification logique pour les niveaux relatifs de certains prix qui ne correspondent pas aux priorités affirmées. Les fermes collectives font 300 roubles de profit par tonne de poulet de chair produite. Les céréales consommées pour produire cette tonne auraient pu être vendues 180 roubles. Les chiffres correspondants, en ce qui concerne la production d'une tonne de viande de porc, sont de 370 et 330 roubles ; pour la production d'une tonne de viande de bœuf ou de veau : 360 et 85 roubles ; et pour la production de 1.000 œufs : 10 (!) et 800 roubles. Productions de bœuf et de veau exceptées, ces ratios sont très inférieures à celles observées dans le cas d'une économie de marché libre.

20 — Les autorités doivent faire face au dilemme suivant : la production actuelle dont les coûts sont élevés est insuffisante ; il est donc nécessaire de dépenser davantage pour accroître la production, au moment même où les niveaux d'efficacité doivent également s'élever au prix d'investissements et de charges d'exercice supplémentaires. Jusqu'ici les responsables ont fait face, bien que cela ait entraîné des dépenses énormes. Mais combien de temps cela pourra-t-il encore durer ?

21 — Un fort niveau d'investissement en agriculture peut être justifié quand le niveau global des investissements agricoles est faible. Mais ce n'est pas le cas en Union Soviétique. Le capital fixe (foncier exclu) atteint 125 milliards de roubles, ce qui n'est pas très différent du niveau américain si l'on s'en tient au taux de change officiel (1). Ici encore se pose le problème de l'évaluation des prix. Toutefois un taux d'investissement agricole qui s'élève à 20 pour cent du niveau global des investissements est excessif quand on le compare aux 3 à 5 % observés pour les autres pays industriels. Le capital immobilisé dans l'agriculture continue de s'accroître rapidement. Ceci contraste avec les Etats-Unis où le capital fixe (à prix constant) est demeuré à peu près stable ces 15-20 dernières années. Ces différences illustrent, mais en partie seulement, le plus grand besoin en capital de l'économie soviétique. Prenons deux exemples : le climat est tel qu'il faut construire plus

(1) Cependant le chiffre soviétique ne tient pas compte des amortissements.

de bâtiments pour abriter le bétail au cours des longs hivers ; d'autre part, une grande partie des terres se trouvant dans des zones arides, cela entraîne des coûts d'irrigation plus élevés.

22 — Les économistes soviétiques ont rétorqué que de tels investissements sont intervenus dans d'autres pays juste après la guerre en même temps que la modernisation à grande échelle et qu'alors le niveau de l'investissement s'est stabilisé comme aux Etats-Unis. Mais lorsque l'on quantifie le peu d'information disponible en fonction d'estimation raisonnable, il ne semble pas que l'agriculture soviétique puisse espérer atteindre un tel équilibre dans un avenir proche.

Une estimation très approximative montre par exemple qu'il faudra encore dix ans avant que le niveau d'investissement requis soit atteint pour l'irrigation, le drainage, les tracteurs, les moissonneuses-batteuses, et les camions, les nouvelles installations de feed-lots et d'étables laitières. Des recherches sont encore nécessaires sur ce sujet avant de pouvoir tirer des conclusions plus valables, mais le schéma général apparaît clairement.

23 — En conclusion, l'agriculture soviétique a enregistré des succès certains au cours des dix dernières années : les autorités souhaitent vivement obtenir de nouveaux progrès en matière de production. Certes, leur bonne volonté dans le futur à cet égard dépendra, toutefois, de la rapidité et de l'efficacité de la mise en place des nouvelles techniques de production, et donc du progrès effectué en ce qui concerne les plans pour la réduction des coûts de production. Actuellement, il semble que les responsables continueront dans cette voie en supportant les lourdes charges que cela implique. Des contraintes d'organisation et des contraintes naturelles devraient limiter les possibilités de réalisation de ces objectifs, ceci sauf innovation technique inattendue ; les politiques et les plans actuellement mis en œuvre traduisent d'ailleurs une certaine conscience des difficultés réelles qu'il faudra surmonter. Bien que ce ne soit guère agréable, il faudrait envisager une réduction du rythme d'accroissement de l'élevage afin de tenir compte des possibilités du taux de croissance des ressources fourragères, quitte à accepter l'éventualité d'importations de viande et d'autres produits lorsque ceux-ci sont accessibles à des prix raisonnables sur le marché mondial.